
 <p>LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse</p>	<p>Concours de recrutement en communication 2026</p>
	<p>Dissertation</p>
<p>Mercredi 21.01.2026 au LTC, 14-17h</p>	<p>20 pts (coeff. 1/4)</p>

Ecrivez une dissertation à partir de la citation ci-dessous. Commentez la citation et développez votre point de vue en utilisant des références théoriques pour étayer votre argumentation.

La langue à utiliser est le français.

« Désormais au centre de nos activités les plus quotidiennes, Internet offre l'accès à des services toujours plus performants, au public comme aux organisations. Des usages et des comportements nouveaux se font jour, qu'il est nécessaire d'articuler, de gérer et de penser. Espace de tous les possibles, Internet fascine autant qu'il effraie. »

Solange Ghernaouti et Arnaud Dufour in : Internet, Presses Universitaires de France, Collection *Que sais-je ?*, Paris, 2017


 <p>LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse</p>	<p>Concours de recrutement en communication 2026</p>
	<p>Dissertation</p>
<p>Mercredi 21.01.2026 au LTC, 14-17h</p>	<p>20 pts (coeff. 1/4)</p>

Ecrivez une dissertation à partir de la citation ci-dessous. Commentez la citation et développez votre point de vue en utilisant des références théoriques pour étayer votre argumentation.

La langue à utiliser est le français.

« Notre avenir sera une course entre la technologie et la sagesse avec laquelle nous l'utiliserons ».

Stephen Hawking, physicien.

	LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	Concours de recrutement en communication 2026
		Analyse de texte, français
Jeudi 28.01.26 au LTC, 14-17h		20P (coeff. 1/4)

DEUXIÈME ÉPREUVE ÉCRITE : FRANCAIS

Questions de compréhension.

1. Dégagez les idées essentielles du texte (résumé) en utilisant vos propres mots. 5 points
2. Pourquoi les inégalités face à la réussite scolaire persistent-elles en France ? Quelles explications sont avancées par la journaliste ? 5 points
3. Replacez la problématique de la reproduction des inégalités sociales dans le contexte de l'école luxembourgeoise.
Quels enseignements peut-on tirer ? De quels moyens dispose le système luxembourgeois pour lutter contre ces inégalités. 5 points
4. Avis personnel : Quel devrait être le rôle de l'école (et des enseignants) par rapport aux inégalités sociales ? 5 points

CÔTÉ RECHERCHE

L'argent des parents fait encore la réussite scolaire des enfants

Le 05 septembre 2026

De récents travaux montrent l'importance des revenus des parents dans l'accès à l'enseignement supérieur des enfants. Selon le milieu social, les parcours éducatifs restent très inégaux en France. (Par Audrey Fisné-Koch)

« *Dis-moi d'où tu viens et je te dirai quelles études tu feras.* » Établir un lien entre le milieu social d'origine et la réussite scolaire n'est pas nouveau en sociologie. Pour ne citer qu'un exemple, la référence dans ce domaine, Pierre Bourdieu a largement documenté les inégalités de parcours entre les jeunes issus de milieu modeste et ceux ayant grandi dans des classes sociales privilégiées, en mettant l'accent sur le rôle du « capital culturel » (niveau de diplômes, pratiques culturelles...) des parents.

Mais le capital économique familial ne joue-t-il pas également un rôle propre ? Paradoxalement, cette question est peu traitée dans la littérature existante. Sébastien Grobon, chercheur statisticien à l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques), l'a fait. Dans sa thèse¹ publiée en 2024, l'économiste (décédé au mois de mai) s'est appuyé sur les données de l'enquête nationale sur les ressources des jeunes, établie par la Drees (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) et l'Insee. Il détermine alors un lien entre le revenu des parents et l'inscription dans l'enseignement supérieur.

Si la tendance des résultats n'est peut-être pas des plus surprenantes, les chiffres restent édifiants : « *35 % des individus entre 19 et 24 ans issus des familles les plus modestes accèdent à l'enseignement supérieur, écrit-il. Contre 90 % de ceux qui sont issus des familles les plus aisées.* » Près de trois fois plus !

Tel père, tel fils

Plus le revenu est important, plus l'accès aux études est élevé, poursuit le chercheur.

« *En moyenne, un gain de 10 centiles dans la distribution des revenus des parents est associé à une augmentation de 5,8 % de la proportion d'individus s'inscrivant dans l'enseignement supérieur.* »

Ces inégalités d'accès, établit-il, sont de même ampleur que celles observables aux Etats-Unis, alors que l'enseignement supérieur y est nettement plus coûteux que dans le système français. Le coût de la scolarité restant à la charge des familles n'est donc pas l'élément principal qui explique la moindre poursuite d'études des jeunes modestes de l'Hexagone (même si les frais demandés, même modestes, ne facilitent pas la tâche...).

Non, ce qui est au cœur de ces inégalités, c'est plutôt le lien, plus fort en France qu'aux Etats-Unis, entre le milieu socio-économique des parents, les résultats scolaires ainsi que les aspirations au collège. On parle alors de « transmission intergénérationnelle des résultats scolaires ». Dit autrement, avoir un père ou une mère diplômé(e) d'un master pousse largement un jeune à suivre le même chemin. C'est d'autant plus le cas pour les filières sélectives.

A contrario, « *les familles modestes accumulent un retard de compétences au cours de leurs parcours scolaires qui limite in fine leurs choix d'orientation* », explique Sébastien Grobon. Ces individus sont davantage sensibles au « coût d'opportunité » qu'implique une poursuite d'études et sont sujets à des contraintes financières ou de crédit qui peuvent les conduire à un arrêt précoce de leurs études.

Le système tricolore pénalise par ailleurs les jeunes des milieux pauvres : dès la seconde, il leur est demandé de prendre des décisions quant à leur orientation. Or, comme ces choix sont étroitement liés au statut socio-économique de leur famille, ils contribuent à éloigner une partie des élèves des classes populaires de l'enseignement supérieur.

Ainsi, indiquent les travaux de Sébastien Grobon, 92 % des lycéens dont les parents sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur choisissent la voie générale et technologique plutôt que la voie professionnelle, quand c'est le cas pour 52 % seulement des élèves ayant des parents diplômés du secondaire.

Des dépenses publiques antiredistributives

Ces inégalités sociales ont par ailleurs des conséquences sur les dépenses publiques. Compte tenu du fait que les enfants issus des milieux privilégiés s'inscrivent davantage dans l'enseignement supérieur, ils bénéficient le plus de l'argent public. D'après les calculs de Sébastien Grobon, les 50 % des 19-24 ans les plus pauvres reçoivent entre 8 000 et 11 000 euros d'investissements consacrés à l'enseignement supérieur, contre 32 000 euros pour les plus riches.

Pour nuancer cette injustice sociale, l'économiste rappelle que des bourses sur critères sociaux ont été développées ces vingt dernières années. Pour les ménages plus aisés, qui bénéficient parfois de ces aides financières (sans être majoritaires puisqu'elles sont basées sur les revenus), elles représentent un moyen d'éviction : les parents ne donnent plus ou donnent moins d'argent aux enfants puisque c'est l'Etat qui le fait.

A contrario, dans les classes populaires, ces bourses permettent d'ouvrir des opportunités.

« Les parents pauvres peuvent réduire les sacrifices qu'ils consentent lorsqu'ils investissent dans l'éducation de leurs enfants, note ainsi le chercheur. Le bénéfice de la bourse sur critères sociaux est partagé pour moitié entre le jeune d'une part, et les parents d'autre part, qui économisent sur l'aide financière qu'ils versent [ou pourraient verser, NDLR]. »

Pour favoriser l'égalité des chances, des moyens nécessaires


Malgré ce point positif, les pouvoirs publics auraient, on l'a vu, de grosses marges de manœuvre en termes d'égalité des chances. Revaloriser et étendre les bourses, accroître l'offre de logements pour les jeunes, mettre en place des quotas pour promouvoir l'accès des étudiants d'origine modeste dans les filières sélectives constituent des pistes soutenues par les économistes.

Ces derniers restent néanmoins assez partagés sur les priorités à prendre, rappelle encore Sébastien Grobon. Des « interventions mixtes » (soutien monétaire, tutorat pour l'orientation, politiques encourageant le développement de compétences pour les élèves de milieux défavorisés) pourraient être un bon début si l'on voulait éradiquer les inégalités liées à l'origine sociale. Et l'économiste de prévenir :

« Mais cela suppose de mettre des moyens importants dans l'accompagnement des élèves de milieux défavorisés. »

Lorsque l'on voit que François Bayrou porte un budget où l'enveloppe de la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » affiche une baisse de 1,7 milliard d'euros en 2026 par rapport à cette année, on se dit que c'est mal parti...

Source : Alternatives Economiques.

 <p>LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse</p>	<p>Concours de recrutement en communication 2026</p>
	<p>Epreuve orale</p>
<p>Mercredi 04.03.26 au LTC, 14h</p>	<p>20P (coeff. 2/4)</p>

Description d'une situation critique en classe.

Sie unterrichten in einer Abschlussklasse einer Kommunikationssektion.

Die Schülerinnen und Schüler sollen eine Kommunikationsstrategie erstellen und diese anschließend mündlich präsentieren und argumentativ verteidigen.

Während der Präsentationen beobachten Sie drei unterschiedliche Situationen:

1. Einige Schülerinnen und Schüler scheinen ihren eigenen Inhalt während der Präsentation erstmals zu entdecken und haben Schwierigkeiten, auf vertiefende oder spontane Nachfragen zu antworten.
2. Andere präsentieren sehr strukturierte, differenzierte und professionell wirkende Arbeiten. Sie argumentieren überzeugend, dennoch haben Sie Zweifel, ob sie die Inhalte tatsächlich eigenständig erarbeitet haben.
3. Eine dritte Gruppe präsentiert eine einfachere, teilweise sprachlich weniger ausgearbeitete Strategie. Die Präsentation wirkt jedoch authentisch und die Schülerinnen und Schüler können ihre Entscheidungen nachvollziehbar begründen. Es scheint, dass diese Gruppe ohne den Einsatz von Künstlicher Intelligenz gearbeitet hat.

Sie vermuten, dass KI von einigen Schülerinnen und Schülern in erheblichem Maße genutzt wurde, ohne dass dies transparent gemacht wurde.

Aufgabenstellung.

1. Wie analysieren Sie diese Situation aus pädagogischer, ethischer und institutioneller Perspektive?
2. Welche Rolle sollte KI Ihrer Meinung nach im Unterricht spielen?
3. Wie unterscheiden Sie zwischen einem sinnvollen, lernförderlichen Einsatz von KI und einer bloßen Delegation der intellektuellen Leistung?
4. Welche konkreten Maßnahmen würden Sie ergreifen:
 - kurzfristig, in dieser konkreten Situation?
 - langfristig, im Hinblick auf Ihre Unterrichtsgestaltung?
5. Wie würden Sie Ihre Bewertungsmodalitäten anpassen, um sowohl Fairness als auch die tatsächliche Aneignung von Kompetenzen sicherzustellen?